

JOURNAL DU LOT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

CAHORS ET DÉP^l : — 3 mois, 5 fr. ; 6 mois, 9 fr. ; Un an, 16 fr.
 HORS DU DÉP^l : — » 6 » 14 » 20

CAHORS : A. LAYTOU, Directeur, rue du Lycée.
 PARIS : HAYAS et C^e, 8, place de la Bourse.

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent
 RÉCLAMES 50

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 cent. à chaque demande de changement d'adresse.

On est inscrit pour un abonnement de même durée, quand on ne renvoie pas le numéro qui suit l'abonnement précédent.

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

Chemin de fer d'Orléans. — Service d'Été.

Arrivées à CAHORS	Départs de CAHORS	Arrivées à					
11 h. 10 ^m matin.	5 h. 10 ^m matin.	LIBOS	VILLENEUVE-SUR-LOT	AGEN	PÉRIGUEUX	BORDEAUX	PARIS
5 » 7 » soir.	1 » 20 » soir.	6 h. 53 ^m matin.	10 h. 12 ^m matin.	10 h. 28 ^m matin.	10 h. 45 ^m matin.	4 h. 27 ^m soir.	12 h. 45 ^m matin.
9 » 41 » »	5 » 40 » »	2 » 55 » soir.	3 » 56 » soir.	4 » 22 » soir.	5 » 51 » soir.	10 h. 19 — 11 h. 17 soir.	4 » 39 » »
		7 » 24 » »	8 » 46 » »	9 » 24 » »	10 » 54 » »	*	» 4 » soir.

Train de marchandises régulier : { Départ de Cahors — 5 h. 20^m matin.
 Arrivée à Cahors — 7 h. 55^m soir.

Train de foire. — Arrivée à Cahors. — 9 h. 25^m matin.

Cahors, 22 Août.

La session des Conseils généraux a été ouverte hier lundi, dans toute la France.

Nous ne tarderons pas à connaître les nominations des présidents, vice-présidents et secrétaires, ainsi que les discours prononcés par les présidents et les préfets.

On trouvera à la fin du journal les premières indications qui nous seront transmises sur la signification des choix faits par les Conseils généraux. Mais, dès ce moment, nous devons dire que nous faisons des vœux ardents pour que les assemblées départementales ne sortent pas des limites légales de leur mandat.

Les journaux de l'extrême-gauche invitent les Conseils généraux à émettre des vœux politiques. Ce serait un non-sens et une faute ; un non-sens puisque la République est le gouvernement du pays, une faute parce que les bonapartistes militants ne cherchent que des prétextes pour agiter l'opinion publique.

Il est incontestable que l'impérialisme est en décadence de toutes parts. Aux élections dernières, et principalement dans le Lot, des bandes soudoyées avaient répandu le bruit, dans toutes les communes, que le *Petit Prince* devait rentrer à Paris, dans le courant du mois d'avril, proclamé par une Chambre dévouée à la dynastie du parjure et de Sedan. Sur 300 sénateurs et 530 députés, l'Empire a obtenu 30 sièges au Sénat, 75 ou 80 à la Chambre ! De là, on le sait, grande émotion dans nos campagnes qui ont clairement vu qu'on les avait trompés.

Pourquoi donc les conseils généraux fourniraient-ils des armes aux propagateurs de ces inventions, en émettant des vœux politiques qui rempliraient d'aise au même degré, MM. Louis Blanc et Madier de Montjau d'une part, M. Rouher et son armée de braillards d'autre part ? Ces braillards retrouveraient peut-être leurs voix, si les conseils généraux, au lieu d'être fidèles à la loi et de se montrer respectueux de la Constitution, s'écartaient imprudemment de l'examen des questions départementales.

Le terrain départemental est bien insuffisant pour leur initiative. Le patriotisme et la protection des plus grands intérêts peuvent s'y exercer dans une large mesure.

Plus que tout autre, le Conseil général du Lot est tenu à la modération et à la réserve. Nous sa-

vons à l'avance qu'il ne s'en écartera pas. Mais, au nom de notre département représenté au Sénat et à la Chambre des députés par des adversaires du Gouvernement, qui sont toujours à l'affût des incidents pouvant provoquer des conflits ou des crises ministérielles, nous demandons à notre Conseil général de nous permettre de lui rappeler que sa mission est plus grande, plus étendue, plus délicate que celle des Assemblées qui ont autour d'elles des sénateurs et des députés amis du Gouvernement et protégés à ce titre par l'opinion publique.

La nature a été prodigue de ressources pour notre sol ; mais il semble que l'honnêteté proverbiale de nos campagnes ne doive servir qu'à détruire politiquement toute espérance d'avenir, de prospérité et de rénovation. Cette situation est triste. Il appartient au Conseil général du Lot d'en comprendre toute la gravité ; car la majorité de nos sénateurs et de nos députés ne peut, avec la meilleure volonté du monde, servir à la fois Chislehurst et le département du Lot, qui est marqué de noir, c'est-à-dire placé à un rang tout à fait inférieur. Dans les circonstances actuelles surtout, quand nous sommes menacés de l'épouvantable fléau du phylloxera, notre Conseil général s'efforcera d'obtenir tout ce que le gouvernement peut donner à des populations qui ont besoin d'être éclairées et guidées, et qui n'ont réellement à espérer et à compter que sur lui.

Il faut se souvenir de ce que l'Empire a fait pour le Lot !.. Il nous a déshérités, au profit de la Dordogne, de la grande voie, de communication qui, depuis plusieurs siècles, traversait le département du Lot tout entier, depuis les confins de la Corrèze jusqu'aux confins de Tarn-et-Garonne. Cette voie de communication entre le Nord et le Midi, si on nous l'eût conservée avec les chemins de fer, eût répandu chez nous la fortune avec le progrès. Nous avions pourtant des représentants bonapartistes auprès de Napoléon III. S'ils n'ont rien pu pour nous à cette époque, qu'avons nous à attendre des représentants bonapartistes ou protégés des bonapartistes, sous la République ? Ils ont tant et tant à faire, pour donner quelque apparence de vie à leurs calculs politiques, qu'ils n'ont vraiment pas le loisir de s'occuper de nous.

Voici une bonne histoire sur le compte du bonapartiste, M. Ernest Dréolle, qui prononçait tout ré-

comment, et à deux reprises différentes, cette odieuse parole à la tribune de la Chambre des députés : *L'armée est au-dessus des institutions.*

Au lendemain du 4 septembre, M. Ernest Dréolle écrivait (le 25 septembre 1870) la lettre suivante à MM. Crémieux, Glais-Bizoin et Fourichon :

Messieurs les membres du gouvernement de la Défense nationale.

J'ai dû quitter Paris, il y a quinze jours, dans les plus douloureuses circonstances, menacé dans ma liberté et dans ma vie par une foule égarée qui venait d'interpréter contre moi une loyale déclaration insérée dans le *Pays*.

J'avais protesté contre la légalité du pouvoir institué à l'Hôtel-de-Ville, après l'invasion du Corps législatif, mais je m'étais offert de cœur, comme ancien député et comme citoyen, au gouvernement de la Défense nationale.

Je n'ai pu tenir la promesse que je m'étais faite à moi-même ; j'ai dû errer longtemps pour trouver enfin, sur les côtes de la Méditerranée, un asile sûr, destiné surtout à abriter ma femme, qu'une grave maladie m'empêchait de laisser seule et sans soins.

J'ai aussitôt écrit au ministre de l'intérieur pour lui dire que ni l'oisiveté, ni l'isolement ne pouvaient convenir à mon caractère, à mon patriotisme, et je lui ai demandé de me favoriser les moyens de prêter mon concours énergique et dévoué à l'œuvre commune. Je n'ai pas reçu de réponse, et j'attribue le silence du ministre à la rupture des relations postales entre Paris et les départements.

Aujourd'hui, messieurs, j'apprends l'issue de l'entrevue de Jules Favre avec le ministre prussien ; je viens de lire la proclamation que vous adressez à la France. Je ne peux plus y tenir. L'indignation m'étouffe. Il ne saurait y avoir en France un cœur qui ne bondisse de rage, un bras qui reste inactif.

J'oublie tout, les incidents politiques, les nuances, les origines du pouvoir, tout, pour venir à vous et vous dire : Prenez-moi ! Usez de moi ! Dans cette lutte suprême qui s'engage, dites-moi ce que je peux faire, je le ferai ! Il est impossible que je ne sois pas bon à quelque chose !... L'insolence de notre ennemi vous a en quelque sorte sacrés. Vous êtes maintenant la France, le pays tout entier, et, de même que je m'offrais à vous dès le premier jour en soldat, je m'offre aujourd'hui en adepte politique. Votre drapeau est le mien. L'avènement de la République date de Septembre ; elle est maintenant la République de l'honneur national et de la liberté française !

J'attends votre réponse, messieurs, prêt à partir où vous me direz d'aller, à accourir vers vous si vous m'appellez, n'ayant plus qu'une ambition : être un des vôtres à la lutte et au danger, c'est-à-dire au devoir.

Ernest DRÉOLLE,
ancien député de la Gironde.

ORIENT

Le *Journal des Débats* publie la dépêche suivante :

« Semlin, le 19 août, 2 h. 30 m. soir.
 » Un grand nombre d'officiers russes arrivent chaque jour en Serbie. Plusieurs font leurs visites en uniforme. Leur voyage et leurs appointements sont payés par le comité panslaviste de Moscou.

« Cependant la conclusion d'un armistice est presque certaine.

« Un ministre Gruitch ou Marinovitch sera probablement formé.

« La population de Belgrade a été attaquée en apprenant les défaites des armées serbes.

« L'armée d'Alimpitz repasse la Drina.

« Les Turcs marchent sur Schabatz.
 » 4 millions de roubles arrivent de Russie ou sont arrivés. »

En présence de la tendance que cette dépêche révèle, les nouvelles du théâtre de la guerre sont sans importance.

« La promptitude avec laquelle l'Angleterre met en route ses diplomates, dit la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, prouve qu'elle comprend que le moment approche où ses services seront acceptés par toutes les parties. »

L'Angleterre serait, dit-on, formellement opposée au renversement du prince de Milan ; elle désire que la Serbie soit remise dans le même état qu'avant la guerre. Quant aux Turcs, ils demandent à occuper diverses forteresses, de manière à pouvoir toujours surveiller le pays et à y rester militairement les maîtres. Ils exigent aussi une forte indemnité de guerre. Il est incontestable que, si sur dernier point les désirs du gouvernement turc se réalisaient, il y aurait dans ce fait un véritable renversement de toutes les notions de droit et de justice qui jusqu'à ce jour ont paru admis en Europe.

Un gouvernement qui vient de dépouiller toutes les personnes qui lui avaient prêté de l'argent s'empresse de dépouiller encore les vaincus, et prenant leur or à la face de l'Europe avec l'intervention des diplomates, sans donner un centime à ses créanciers, constituerait une situation tout à fait nouvelle et bien digne de faire réfléchir les peuples sur la façon d'interpréter la morale dans certains lieux. Il est probable, si l'Angleterre l'exige, que la Turquie diminuera quelque chose de ses prétentions.

REVUE DES JOURNAUX

Moniteur universel.

Le moment n'est pas venu de juger l'œuvre du long ministère du général de Cissey. Disons seulement qu'en quittant ce département, il laisse l'armée dans un état très-satisfaisant. Son successeur peut donc accepter sans crainte la lourde mis-

sion que vient de lui confier le Président de la République.

Il serait inutile de dissimuler que l'avènement de M. le général Berthaut donnera une vive impulsion à la réorganisation de l'armée, d'après les théories nouvelles. M. le général Berthaut est un des meilleurs généraux qu'ait produits la guerre de 1870. C'était donc naturellement à lui que le chef de l'Etat devait s'adresser pour poursuivre progressivement l'œuvre commencée. Sa nomination, attendue depuis longtemps, sera ratifiée par l'armée tout entière qui a suivi avec attention depuis 1871 les travaux de l'ancien commandant de la 10^e division, sur les théories de manœuvres et l'organisation de l'armée territoriale.

Le nouveau ministre de la guerre est un ancien officier d'état-major, et c'est une raison de plus pour être assuré qu'il apportera dans la discussion de la loi sur la matière une grande autorité. Sa participation aux travaux de la commission chargée d'élaborer un projet de loi sur l'administration de l'armée permet de penser qu'il est également acquis au principe des réformes indiquées dans le rapport de M. de Freycinet. Le général Berthaut est partisan de la subordination de l'administration au commandement. On peut rappeler qu'il en fournit l'année dernière la preuve, en mettant aux arrêts un sous-intendant militaire qui avait laissé sans vivres une de ses brigades, aux manœuvres de Malesherbes.

M. le général Berthaut est né à Genlis (Côte-d'Or), le 29 mars 1817, et il est entré à Saint-Cyr le 24 novembre 1837. Colonel d'état-major du 4 mars 1864, il prit une part importante à l'organisation de la garde mobile. Ses brillants services pendant le siège de Paris lui valurent la conservation des étoiles de divisionnaire, bien qu'il n'eût été nommé général de brigade que le 19 juillet 1870.

Français.

Les journaux de Genève nous racontaient, il y a quelques jours, le duel acharné de deux des principaux soldats de l'insurrection parisienne : Vermesch et Lefrançais. Aujourd'hui, c'est de Bruxelles qu'arrive une nouvelle du même genre. Deux autres héros du 18 Mars, Pindy, qui fut commandant de l'Hôtel de Ville, et Chardon, jadis « délégué militaire à l'ex-préfecture de police » s'étaient pris de querelle dans un établissement public. Chardon avait reproché à Pindy d'avoir volé à la Commune l'argent qui lui sert aujourd'hui en Belgique à faire le commerce en gros des pommes de terre. Pindy n'avait pas goûté ce mariage. Tous deux se rendirent sur un point de la frontière de Hollande, assistés de quatre témoins choisis, cela va de soi, dans l'élite de ces intéressants personnages pour lesquels on réclame la cessation des poursuites. Les deux frères et ennemis mirent habits bas, et, au commandement de leurs témoins, se précipitèrent l'un sur l'autre avec fureur. L'arme choisie était le sabre.

